

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 18-DRCTAJ/1- 473 portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SAC EMBALLAGES, à Fontenay-le-Comte, installations d'imprimerie

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 autorisant la société SAC EMBALLAGES après régularisation administrative à exploiter un atelier d'impression et de complexage de films plastiques sur le territoire de la commune de Fontenay-le-Comte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-DRCTAJE/1-474 du 14 novembre 2006 fixant des prescriptions complémentaires à la société SAC EMBALLAGES pour l'exploitation de son atelier d'impression et de complexage de films plastiques, rue du Moulin de la Groie, à Fontenay-le-Comte ;

VU le donné acte du préfet de la Vendée en date du 11 février 2015 délivré à la société SAC EMBALLAGES du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3670 pour une consommation annuelle maximale de solvants de 437 tonnes ;

VU l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose : « Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » ;

VU l'article R.181-46 du code de l'environnement qui dispose que : « toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;

VU l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose : « l'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans tous les ateliers et lieux concernés. Un plan de ces zones à risque est également mis à jour. »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 juillet 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 28 juin 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le Q18 établi par le bureau Véritas le 11/07/2017 mentionne que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Les installations ne sont donc pas maintenues en bon état.
- L'exploitant a procédé au remplacement d'une imprimante et une autre société du groupe a procédé à l'installation de deux imprimantes dans le périmètre autorisé de la société SAC EMBALLAGES sans réaliser malgré des modifications notables à un porter à connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
- L'exploitant n'a pas réalisé le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité ou le maintien en sécurité de l'établissement.

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 et de l'article R181-46 du code de l'environnement susvisés ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAC EMBALLAGES de respecter les prescriptions des articles 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 et de l'article R181-46 du code de l'environnement susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : la société SAC EMBALLAGES, exploitant une installation d'imprimerie sise rue du Moulin de la Groie, 85200 FONTENAY LE COMTE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement susvisés **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté en :

- mettant ses installations électriques en conformité de telle manière à obtenir pour le site un Q18 mentionnant que les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- en réalisant un porter à connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation concernant les modifications notables intervenues sur le site (remplacement d'une imprimante et installation de deux autres imprimantes dans le périmètre autorisé de la société SAC EMBALLAGES) ;
- réalisant le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité ou le maintien en sécurité de l'établissement.

Article 2 : L'exploitant adresse au préfet de la Vendée, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être

engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontenay-le-Comte et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 1 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 18-DRCTAJ/1- 473 portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SAC EMBALLAGES, à Fontenay-le-Comte, installations d'imprimerie

